

Jugement N°112/20/CJ1/SII/TCC
du 03 septembre 2020

Rôle Général
BJ/TCC/2020/0096

MUTUELLE DE SERVICES
FINANCIERS POUR LA
PROSPERITE (MSFP)

C/

- Rufine SEGBEDJI
- Bienvenu SEGBEDJI
- Claude HODONOU

OBJET

Païement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elom Mario METONOU

Greffier : Jacques HOUEGBE

Débat le 2 juillet 2020 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé en premier et dernier ressort à l'audience publique du 03 septembre 2020;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

MUTUELLE DE SERVICES FINANCIERS POUR LA PROSPERITE, institution mutualiste N° 1.08.0029.A. suivant arrêté n° 706/MEF/DC/SGM/CSSFD/SRE du 26 mai 2008, ayant son siège à Godomey N'Gheho, 03 BP 3404 Jéricho Cotonou, prise en la personne de sa directrice Colette VODOUNNON, demeurant et domiciliée *à* *qualités* audit siège, tél : 97 37 38 60/ 90 94 84 05/ 64 11 80 88 ;

DEFENDEURS :

- **Rufine SEGBEDJI**, revendeuse, de nationalité béninoise, demeurante et domiciliée à Pahou (Ouidah), tél : 97 55 03 89 ;
- **Bienvenu SEGBEDJI**, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Pahou (Ouidah), tél : 96 49 65 88 ;

- **Claude HODONOU**, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Pahou (Ouidah), tél : 97 17 82 52 ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où la Mutuelle de services financiers pour la prospérité en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 24 janvier 2020, la Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MSFP) a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, Rufine SEGBEDJI, Bienvenu SEGBEDJI et Claude HODONOU pour obtenir :

- leur condamnation solidaire au remboursement de quatre cent-soixante mille neuf cent quatre-vingts (460.980) francs CFA et au paiement de deux millions (2.000.000) francs CFA à titre de frais de procédure et de dommages-intérêts ;

- l'exécution provisoire sur minute du présent jugement ;

Au soutien de son action, la MSFP expose que les quatre cent-soixante mille neuf cent quatre-vingts (460.980) francs CFA réclamés représentent le solde dû du prêt qu'elle a consenti le 22 novembre 2018, à Rufine SEGBEDJI ;

Que par cautionnements de la même date, Bienvenu SEGBEDJI et Claude HODONOU se sont engagés envers elle à exécuter le contrat de prêt en cas de défaillance de Rufine SEGBEDJI et ce, à hauteur d'un million cent-vingt-cinq mille (1.125.000) francs CFA ;

Que le 28 août 2019, elle a fait délaisser, sans suite favorable, sommation de payer à Rufine SEGBEDJI, Bienvenu SEGBEDJI et Claude HODONOU ;

Claude HODONOU assigné à personne et Rufine SEGBEDJI et Bienvenu SEGBEDJI assignés à domicile, n'ont pas comparu ;

1- SUR LES CONDAMNATIONS SOLLICITEES

Attendu que le débiteur d'une obligation doit, à défaut d'exécution volontaire, y être contraint à la demande du créancier ;

Qu'en cas de défaillance du débiteur principal, la caution est tenue, au même titre que lui, de l'obligation garantie et non exécutée ;

Attendu que par cautionnements du 22 novembre 2018, Bienvenu SEGBEDJI et Claude HODONOU se sont portés cautions personnelles et solidaires de Rufine SEGBEDJI ;

Qu'il résulte de la sommation de payer servie le 28 août 2019 que Rufine SEGBEDJI reste devoir à la MSFP la somme de quatre-cent-soixante mille neuf-cent-quatre-vingts (460.980) francs CFA en capital, intérêts et pénalités de retard ;

Qu'aucune preuve de paiement de cette somme n'est produite au dossier ;

Que sa défaillance étant ainsi établie, il y a lieu de la condamner solidairement avec ses cautions Bienvenu SEGBEDJI et Claude HODONOU au paiement de ladite somme ;

Mais attendu que la demande de condamnation à des dommages-intérêts formulée par la MSFP n'est en rien justifiée ;

Que les frais nécessaires à la procédure sont compris dans les dépens et supportés par la partie qui succombe ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande condamnation à des dommages-intérêts et à des frais de procédure formulée par celle-ci ;

2- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que conformément à l'article 768.8 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, tel que consacré par la loi portant

modernisation de la justice, les jugements statuant sur les petites créances, celles dont la valeur en principal n'excède pas 5.000.000 francs CFA, sont rendus en premier et dernier ressort et sont dispensés du timbre et de la formalité d'enregistrement ;

Qu'au regard de cette disposition, la demande d'exécution provisoire sur minute du présent jugement est sans objet ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale (petites créances), en premier et dernier ressort ;

- Condamne solidairement Rufine SEGBEDJI, Bienvenu SEGBEDJI et Claude HODONOU à payer à la Mutuelle de services financiers pour la prospérité (MSFP), la somme de quatre-cent-soixante mille neuf cent quatre-vingts (460.980) francs CFA ;

- Rejette les demandes de dommages-intérêts et de condamnation aux frais de procédure ;

- Dit que la demande d'exécution provisoire sur minute est sans objet ;

- Condamne solidairement Rufine SEGBEDJI, Bienvenu SEGBEDJI et Claude HODONOU aux dépens ;

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT